

APPEL A COMMUNICATION

RÉSUMÉ

Évoquer la crise de représentation qui frappe les sociétés contemporaines, fruit d'un divorce consommé entre le peuple et ses élites faisant voler en éclats l'identité supposée entre prince et peuple souverain, frôle le lieu commun. L'un des indicateurs de ce phénomène réside, aux yeux de nombreux observateurs, notamment, dans une crise du vote, acte fondateur de la représentation – et par là même de la légitimité – politique. Tout en conservant à l'esprit l'importance cruciale et originelle du suffrage, véritable adoubement politique, cette journée d'étude se propose de décentrer la focale pour scruter les interstices et modalités moins formelles de la représentation politique, en explorant les conditions du maintien et du fonctionnement de cette mission de représentation hors de toute manifestation institutionnalisée.

ANNONCE

Appel à communication pour une journée d'études qui aura lieu au Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC), de l'Université de Nice-Sophia Antipolis, le vendredi 8 février 2013, avec le soutien de l'Institut Universitaire de France et la participation de l'ANR ICEM.

Argumentaire

Évoquer la crise de représentation qui frappe les sociétés contemporaines, fruit d'un divorce consommé entre le peuple et ses élites faisant voler en éclats l'identité supposée entre prince et peuple souverain, frôle le lieu commun. L'un des indicateurs de ce phénomène réside, aux yeux de nombreux observateurs, notamment, dans une crise du vote, acte fondateur de la représentation – et par là même de la légitimité – politique. Tout en conservant à l'esprit l'importance cruciale et originelle du suffrage, véritable adoubement politique, cette journée d'étude se propose de décentrer la focale pour scruter les interstices et modalités moins formelles de la représentation politique, en explorant les conditions du maintien et du fonctionnement de cette mission de représentation hors de toute manifestation institutionnalisée.

Toute élection – quelles qu'en soient les modalités – se confond avec ce que l'on pourrait appeler une promesse de représentation. Si, au sens strict, l'exercice d'une charge électorale constitue en soi la mise en œuvre d'une fonction de représentation, celle-ci peut revêtir selon les cas et les époques une variété d'aspects, allant de la simple mémoire de cette promesse où la délégation de souveraineté est considérée comme acquise pour la durée du mandat, jusqu'au désir de valider, à des rythmes divers, sa légitimité représentative. En d'autres termes, c'est dans une perspective dynamique, désireuse d'envisager la représentation politique dans tout son caractère mouvant ou polymorphe et de s'abstraire du seul cadre des scansions électorales, que l'on se demandera si le maintien et le renouvellement de la flamme représentative correspond à un lien effectif et direct entre le représentant et le représenté.

Divers niveaux d'interrogation, non exhaustifs ni exclusifs les uns des autres, semblent dévoiler des pistes fertiles, dans le sillage de travaux importants consacrés de manière plus générale à la représentation et à la souveraineté du peuple ; on pense notamment à l'œuvre de Pierre Rosanvallon. C'est cependant plus précisément sur l'entre-deux politique, voire ce que l'on appelle parfois l'infra-politique que porteront ainsi les contributions.

- L'on tentera d'explorer pourquoi et comment les dépositaires de la souveraineté du peuple sont amenés à aller à sa rencontre, afin de donner corps à la mission de représentation, pendant les intermèdes électoraux, à maintenir le lien qui les unit mutuellement. Sans oublier le développement des techniques de l'information destinées – la démarche peut sembler vaine mais elle constitue un point nodal de la relation de représentation allant croissant à l'époque contemporaine – à sonder les âmes et à saisir les aspirations du peuple, afin de pouvoir véritablement agir au nom de celui-ci, qui devient alors opinion. La question de la validité de ces méthodes et de leurs conséquences sur le lien de représentation doit cependant être légitimement posée.
- La politique est également, on le sait, souvent affaire de symboles, d'imaginaires : aussi accordera-t-on un intérêt tout particulier à la dialectique représenter/se représenter, afin de cerner plus avant la manière dont les différents acteurs à l'œuvre, tenants ou représentants du peuple, ont pu penser cette question, laquelle a ouvert plus d'une fois sur des dérives populistes ou autres, ancrant précisément leurs attaques sur le déficit de représentation frappant institutions et élus. Ce qui nous conduira à nous pencher sur la mise en scène de la représentation et du pouvoir, quand il ne s'agit pas de leur instrumentalisation.

- Enfin, l'on se montrera particulièrement sensible à la question des temporalités. Tout d'abord afin de cerner, dans la mesure du possible, les contours de l'entre-deux électoral et l'état d'esprit qui l'imprègne. Par ailleurs, dans une perspective diachronique, sans négliger la spécificité qui caractérise chaque époque, l'on tentera de déceler l'évolution des esprits comme des termes et modalités mêmes de la représentation. C'est pourquoi les contributions attentives au temps long ou les études de cas plus restreintes présentant une radiographie de la relation de représentation lors d'une séquence historique précise seront les bienvenues et enrichiront la réflexion sur ce phénomène délicat.

Modalités de soumission

Les propositions de communication incluant un résumé d'une quinzaine de lignes et une brève présentation bio-bibliographique de l'auteur et devront être envoyées simultanément aux adresses suivantes : adeline.beaurepairehernandez@gmail.com et jeremy.quedj@unice.fr

Elles sont attendues avant le 1er octobre 2012

Organisation (et responsables scientifiques) :

- **Adeline Beaurepaire-Hernandez**, Ingénieur d'études à l'Université de Nice-Sophia Antipolis, Doctorante à l'Université Paris-IV Sorbonne
- **Jérémy Guedj**, Doctorant et ATER en histoire contemporaine à l'Université de Nice-Sophia Antipolis.